

Liberté immédiate pour Amina !

samedi 20 juillet 2013, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juillet 2013).

Amina Sboui, la première Femen tunisienne, a été arrêtée le 19 mai dernier alors qu'elle venait de taguer, seule, les cinq lettres du mot FEMEN sur un muret d'enceinte du cimetière de Kairouan. D'abord inculpée pour détention illégale d'un aérosol d'autodéfense et écrouée à la prison de Messaadine, elle voit depuis les inculpations les plus fantaisistes tomber les unes après les autres : « *association de malfaiteurs* », « *outrage public à la pudeur* », « *profanation de sépulture* » (pour le tag, alors qu'il a été écrit à l'extérieur et non à l'intérieur du cimetière), puis « *diffamation et outrage à fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions* », toutes accusations qui, si elles étaient retenues, seraient passibles de longues années d'emprisonnement. La liberté provisoire lui a été refusée en raison de « *la gravité du crime imputé* ». Elle répondra de la dernière accusation lors d'une audience prévue le 22 juillet.

Amina Sboui a dix-huit ans. En Tunisie, un comité de soutien s'est constitué et elle a reçu la solidarité de l'Association Tunisienne des Femmes démocrates, de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme ou encore du Parti Pirate. Au niveau international, Amnesty International, Human Rights Watch, l'OMCT et la FIDH se sont d'ores et déjà mobilisées à des degrés divers. Reste que face à ce harcèlement judiciaire pour un simple délit d'opinion et d'expression, Amina a besoin d'une campagne de soutien au niveau international.

Le NPA exige sa libération immédiate et l'abandon des charges retenues contre elle.

NPA, Montreuil, le 19 juillet 2013
